

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 février 2004

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**sur les violations des droits de l'homme
en Chine**

(déposée par MM. Gerolf Annemans,
Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs et
Francis Van den Eynde)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 februari 2004

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de schendingen van de mensenrechten
in China**

(ingediend door de heren Gerolf Annemans,
Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs en
Francis Van den Eynde)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders -
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Après la chute de la dynastie Qing et la proclamation de la république par Sun Yixian en 1911, le peuple chinois pensait qu'un nouvel avenir allait s'ouvrir à lui. Ces cent dernières années se sont cependant révélées l'une des périodes les plus sombres de l'histoire chinoise. Les guerres civiles et l'occupation japonaise au cours de la première partie du siècle précédent ont épuisé la population chinoise. Mais le pire restait à venir. Cela fait en effet déjà plus de cinquante ans que le régime communiste, qui a pris le pouvoir à Beijing en 1949, inflige une souffrance inhumaine à la population chinoise et aux minorités nationales vivant à l'intérieur de la République populaire de Chine. Des campagnes et des projets insensés ont ainsi coûté la vie à des dizaines de millions de Chinois sous le règne de Mao Zedong.

Même après le « virage » opéré par Deng Xiaoping, le cauchemar se poursuit. Les droits universels de l'homme sont bafoués à grande échelle en République populaire de Chine. Le régime communiste prive le peuple chinois des libertés et droits les plus fondamentaux, comme la liberté d'expression, le droit de s'associer et de se réunir, la liberté de culte et la liberté de la presse. Le droit à la défense est inexistant en République populaire de Chine. C'est ainsi qu'après une grève menée en mars 2002, les ouvriers Wang Zhaoming et Pang Qingxiang ont été internés durant des mois sans aucun procès. Après avoir fait appel à un avocat, une fois libérés, afin d'assigner l'État, ils ont été de nouveau incarcérés, fin 2002, pour « actions subversives ». Des étudiants qui ont échappé au massacre de Tiananmen de juin 1989 sont aujourd'hui encore incarcérés dans les tristement célèbres *laogai*, sortes de camps de concentration à la chinoise. Des prisonniers et des milliers de paysans paupérisés sont contraints de se mettre au service d'une forme moderne d'économie esclavagiste. Les ouvriers qui veulent s'associer en syndicats libres sont enfermés sans autre forme de procès dans le « paradis chinois des travailleurs ». Les grèves sont brisées *manu militari*. À l'instar de la *Stasi* dans l'ex-R.D.A. et de la Gestapo dans l'Allemagne nazie, la *Gonganju*, la sécurité de l'État chinoise, a, grâce à son réseau d'espionnage, la mainmise sur tous les rouages de la société. Les minorités, l'opposition politique et les groupes religieux et philosophiques qui ne suivent pas la ligne de Beijing sont poursuivis impitoyablement. Les rares bâtiments historiques que les Gardes rouges n'ont pas détruits pendant la Révolution culturelle sont démantelés à un rythme accéléré par les bonzes de l'immobilier du régime communiste,

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Na de val van de Qing-dynastie en de uitroeping van de republiek door Sun Yixian in 1911, dacht het Chinese volk een nieuwe toekomst tegemoet te treden. De laatste honderd jaar zijn echter uitgroeid tot een van de meest donkere periodes uit de Chinese geschiedenis. Burgeroorlogen en de Japanse bezetting in de eerste helft van de vorige eeuw hebben het Chinese volk uitgeput. Maar het ergste moest nog komen. Het communistische regime dat in 1949 in Beijing de macht heeft gegrepen, brengt het Chinese volk en de nationale minderheden die binnen de grenzen van de Chinese Volksrepubliek leven, reeds meer dan vijftig jaar onmenselijk leed toe. Waanzinnige campagnes en projecten hebben onder Mao Zedong tientallen miljoenen Chinezen het leven gekost.

Ook na de 'wende' van Deng Xiaoping gaat de nachtmerrie voort. De universele rechten van de mens worden in de Volksrepubliek China op grote schaal met de voeten getreden. Het communistisch regime ontzegt het Chinese volk de meest fundamentele rechten en vrijheden zoals het recht op vrije meningsuiting, het recht om zich te verenigen en om te vergaderen, de godsdienstvrijheid en de persvrijheid. Het recht op verdediging is in de Chinese volksrepubliek onbestaande. Zo werden de arbeiders Wang Zhaoming en Pang Qingxiang na eenstaking in maart 2002, maandenlang geïnterneerd zonder vorm van proces. Nadat ze na hun vrijlating een advocaat hadden ingeschakeld om de staat aan te klagen, werden ze eind 2002 terug opgesloten wegens 'subversieve acties'. Nog steeds zitten studenten die de *Tiananmen*-slachting van juni 1989 hebben overleefd, opgesloten in de beruchte *laogai*-concentratiekampen. Gevangenen en miljoenen verpauperde boeren worden gedwongen ingezet in de moderne Chinese slaven economie. Arbeiders die zich willen verenigen in vrije vakbonden, worden in het Chinese 'arbeidersparadijs' zonder vorm van proces opgesloten. Stakingen worden *manu militari* gebroken. De *Gonganju*, de Chinese staatsveiligheid, heeft, zoals de *Stasi* in de D.D.R. of de *Gestapo* in Nazi-Duitsland, met haar spionagenet alle geledingen van de maatschappij in haar greep. Minderheden, politieke oppositie en religieuze en filosofische groeperingen die de lijn van Beijing niet volgen, worden meedogenloos vervolgd. Het weinige historische erfgoed dat de Rode Gardes tijdens de Culturele Revolutie niet hebben vernietigd, wordt door de immobiliënbonzen van het communistische regime in sneltempo afgebroken om plaats te ruimen voor minderwaardige hoogbouw die blijft leegstaan. De Olympi-

pour faire place à de hauts immeubles de moindre valeur, qui sont inoccupés. Les Jeux olympiques de 2008, qui se dérouleront à Beijing, constituent un prétexte rêvé pour abattre les quartiers historiques de la capitale, vieux de plusieurs siècles.

Le monde occidental et le gouvernement belge commettent une grave erreur en considérant le peuple chinois et le régime de Pékin comme une unité harmonieuse. Comme nous l'avons démontré ci-dessus, il n'en est rien : le régime de Pékin est un régime dictatorial, non élu démocratiquement, qui opprime le peuple chinois. Celui qui, de quelque manière que ce soit, légitime le régime de Pékin, contribue également à l'oppression du peuple chinois. Alors que celui-ci continue de subir ce régime inhumain, le gouvernement belge est tout sucre tout miel avec les dirigeants de ce régime. Le gouvernement belge encourage sur le plan politique et financier les relations d'affaires avec les entreprises chinoises, alors que celles-ci sont la propriété des responsables de partis chinois et des membres de leur famille, qui sont seuls à en tirer profit. Par le biais de *joint-ventures*, le savoir-faire belge disparaît entre les mains des chinois. Pendant ce temps, les *sweatshops* de l'économie esclavagiste chinoise inondent notre pays et le monde occidental d'articles de contrefaçon bon marché, ce qui déstructure une partie de notre économie.

Force est de conclure que la politique belge et européenne menée jusqu'à présent à l'égard de la République populaire de Chine est un échec. Alors que les dirigeants chinois profitent pleinement des opportunités qui s'offrent depuis une vingtaine d'années suite à l'ouverture économique vers l'Ouest, le régime de Pékin reste sourd à la demande inconditionnelle et formelle du monde occidental de mettre un terme aux violations des droits du peuple chinois et des minorités au sein des frontières de la République populaire de Chine.

Le peuple chinois qui représente un cinquième de la population mondiale aspire à un régime juste et démocratique. La présente résolution demande à l'autorité fédérale de suivre une ligne politique et économique plus ferme à l'égard de la République populaire de Chine et de soutenir activement les forces démocratiques chinoises. Ce n'est qu'en restant sourd aux intimidations politiques et économiques du régime de Pékin que la dictature qui opprime le peuple chinois pourra être remplacée.

sche Spelen van 2008 te Beijing zijn een welgekomen aanleiding om de eeuwenoude historische wijken van Beijing te slopen.

Het Westen en de Belgische regering maken een grove fout als zij het Chinese volk en het regime in Beijing als een harmonische eenheid zien. Dit is zoals hierboven aangetoond, niet zo: het regime in Beijing is een dictatoriaal, niet verkozen regime dat het Chinese volk onderdrukt. Wie het regime in Beijing op welke manier ook legitimeert, maakt zich mee schuldig aan de onderdrukking van het Chinese volk. Terwijl het Chinese volk blijft lijden onder dit onmenselijk regime, bakt de Belgische regering zoete broodjes met de leiders van dit regime. De Belgische regering stimuleert politiek en financieel de zakelijke contacten met Chinese bedrijven, terwijl deze bedrijven eigendom zijn van Chinese partijbonzen en hun familieleden en enkel zij hiervan beter worden. Via *joint ventures* verdwijnt Belgische *knowhow* in Chinese handen. Ondertussen overspoelen de *sweatshops* van de Chinese slaven-economie ons land en het Westen met goedkope namaakartikelen, wat een deel van onze economie ontwricht.

Men kan niet anders dan besluiten dat de tot nu aangehouden Belgische en Europese politiek ten overstaan van de Volksrepubliek China heeft gefaald. Terwijl de Chinese leiders de opportuniteiten die zich sinds de Westerse economische opening twintig jaar geleden aanbieden volledig benutten, blijft het regime in Beijing Oost-Indisch doof voor de onvoorwaardelijke en occasionele vraag vanuit het Westen om een halt toe te roepen aan de schendingen van de rechten van het Chinese volk en van de minderheden binnen de grenzen van de Chinese Volksrepubliek.

Het Chinese volk dat één vijfde van de wereldbevolking uitmaakt, verlangt naar een rechtvaardig en democratisch staatssysteem. Voorliggende resolutie vraagt de federale overheid een hardere politieke en economische lijn te voeren ten overstaan van de Volksrepubliek China en de Chinese democratische krachten actief te steunen. Enkel door niet meer in te gaan op de politieke en economische intimidaties van het regime in Beijing, kan de dictatuur die het Chinese volk onderdrukt, worden vervangen.

Gerolf ANNEMANS (Vlaams Blok)
Hagen GOYVAERTS (Vlaams Blok)
Bert SCHOOFS (Vlaams Blok)
Francis VAN DEN EYNDE (Vlaams Blok)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration européenne des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966, le Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels du 19 décembre 1966, la Convention des Nations unies contre la torture et autres traitements inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 et

la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du 26 novembre 1987, la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, la Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale du 7 mars 1966 et les protocoles internationaux concernant l'abolition de la peine de mort du 28 avril 1983 et du 15 décembre 1989 ;

B. considérant que le peuple chinois est dirigé depuis 1949 par un régime inhumain, même après le 'virage' de Deng Xiaoping ;

C. rappelant les Cent fleurs, le Grand bond en avant et la Révolution culturelle, qui ont coûté la vie à des millions de Chinois ;

D. rappelant la répression sanglante de la manifestation pacifique de Tian'anmen le 4 juin 1989 ;

E. vu les violations permanentes des droits de l'homme en République populaire de Chine ;

F. vu les violations permanentes de la plupart des droits civils fondamentaux en République populaire de Chine, à savoir la liberté de réunion, d'expression, d'association, d'enseignement, la liberté religieuse, politique et la liberté de presse ;

G. vu l'oppression des dizaines de minorités en République populaire de Chine et l'occupation du Tibet ;

H. vu l'oppression de l'opposition, des défenseurs des droits de l'homme et de groupements religieux et spirituels non reconnus, tels que le Falun Gong et les chrétiens romains ;

I. vu les milliers de prisonniers politiques, religieux et sociaux ;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, de Europese Verklaring van de Rechten van de Mens, het internationaal verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten, het internationaal verdrag van 19 december 1966 inzake economische, sociale en culturele rechten, de internationale verdragen van 10 december 1984 en 26 november 1987 inzake foltering of andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing, het internationaal verdrag van 20 november 1989 inzake te rechten van het kind, het internationaal verdrag van 7 maart 1966 inzake de uitbanning van rassendiscriminatie en de internationale protocollen van 28 april 1983 en 15 december 1989 inzake de afschaffing van de doodstraf;

B. overwegende dat het Chinese volk sinds 1949 bestuurd wordt door een onmenselijk regime, ook na de 'wende' van Deng Xiaoping;

C. herinnerend aan de Honderd Bloemen-campagne, de Grote Sprong Voorwaarts en de Culturele Revolutie, die aan miljoenen Chinezen de dood hebben gekost;

D. herinnerend aan de bloedige onderdrukking van de vreedzame *Tiananmen*-betoging op 4 juni 1989;

E. gelet op de aanhoudende schendingen van de mensenrechten in de Volksrepubliek China;

F. gelet op de aanhoudende schendingen van de meest fundamentele burgerrechten in de Volksrepubliek China, namelijk van de vrijheid van vergadering, van meningsuiting, van vereniging, van onderwijs, de godsdienstvrijheid, de politieke vrijheid en de persvrijheid;

G. gelet op de onderdrukking van de tientallen minderheden in de Volksrepubliek China en op de bezetting van Tibet;

H. gelet op de onderdrukking van de oppositie, van verdedigers van de mensenrechten en van niet erkende religieuze en spirituele groeperingen zoals de Falun Gong en Roomse christenen;

I. gelet op duizenden politieke, religieuze en sociale gevangenen;

J. vu les violations massives des droits de la défense en République populaire de Chine ;

K. vu les quelques 400.000 chinois qui sont actuellement emprisonnés sans aucune forme de procès ;

L. vu les violations massives des droits des détenus en République populaire de Chine, tels que le droit aux soins médicaux et le droit à l'intégrité physique et morale ;

M. vu les témoignages concordants selon lesquels la torture est encore pratiquée à grande échelle dans les prisons chinoises et le *Rapport 2003* d'Amnesty International selon lequel la torture en République de Chine est même de plus en plus pratiquée ;

N. considérant que les opposants au régime sont enfermés dans des institutions psychiatriques ;

O. vu l'existence de *Laogai* ou camps de concentration en République populaire de Chine ;

P. considérant que 500 adeptes de *Falun Gong* ont péri dans les *Laogai* depuis 1999 ;

Q. vu les 1 060 exécutions officielles qui ont eu lieu en 2002, Amnesty International estimant que ce chiffre est de loin inférieur au nombre réel d'exécutions ;

R. considérant que dans l'économie moderne de la Chine, qui repose sur l'esclavage, des millions de prisonniers, de paysans et d'ouvriers déplacés travaillent, contraints ou non, gratuitement ou pour un salaire de misère, dans des conditions inhumaines et dangereuses, dans des mines ou des usines ;

S. considérant que, mis à part l'organisation syndicale officielle, la République populaire de Chine ne tolère aucune organisation syndicale libre ;

T. vu la répression sanglante des grèves et des révoltes paysannes ;

U. craignant les restrictions continues apportées aux libertés civiles dans la région administrative spéciale de Xiangkang (Hong Kong) ;

V. soulignant que ces violations persistantes des droits de l'homme et des libertés civiles ne peuvent être considérées comme une affaire interne à la Chine ;

J. gelet op de massale schendingen van de verdediging in de Volksrepubliek China;

K. gelet op de naar schatting 400.000 Chinezen die op dit ogenblik zonder vorm van proces gevangen zitten;

L. gelet op de massale schendingen van de rechten van de gevangenen in de Volksrepubliek China, zoals het recht op medische verzorging en het recht op fysieke en morele integriteit;

M. gelet op de verifieerbare getuigenissen dat er nog steeds op grote schaal gemarteld wordt in de Chinese gevangnissen en volgens het *Report 2003* van Amnesty International het martelen in de Volksrepubliek China zelfs toeneemt;

N. gelet op het opsluiten van regimetegenstanders in psychiatrische instellingen;

O. gelet op het bestaan van *Laogai* of concentratiekampen in de Volksrepubliek China;

P. gelet op de 500 *Falun Gong* aanhangers die sinds 1999 zijn omgekomen in *Laogai*;

Q. gelet op de 1.060 officiële executies in 2002, een cijfer dat volgens Amnesty International ver onder het werkelijke aantal executies ligt;

R. gelet op de moderne Chinese slaven economie waarin miljoenen gevangenen, ontheemde boeren en arbeiders al of niet gedwongen worden onder onmenselijke en gevaarlijke werkomstandigheden gratis of voor een hongerloon te werken in mijnen en fabrieken;

S. gelet op het feit dat in de Volksrepubliek China buiten de officiële vakbond geen vrije vakbonden zijn toegelaten;

T. gelet op de bloedige onderdrukking van stakingen en boerenopstanden;

U. bevreesd voor de gestage inkrimping van de burgerlijke vrijheden in de speciale administratieve regio van Xiangkang (Hong Kong);

V. er op wijzend dat deze aanhoudende schendingen van de mensenrechten en van de burgerrechten niet kunnen beschouwd worden als een interne Chinese aangelegenheid;

W. déplorant le manque d'initiatives du gouvernement belge en ce qui concerne la situation des droits de l'homme en République populaire de Chine et le manque de soutien de la Belgique à de telles initiatives lors de forums internationaux ;

X. déplorant l'absence d'une politique belge cohérente et efficace en matière de défense des droits du peuple chinois et de promotion d'un modèle démocratique en Chine ;

Y. déplorant le refus du gouvernement belge de ne déposer ou soutenir, au cours de la 54^e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, aucune résolution sur la situation en Chine ;

Z. considérant que, depuis l'ouverture, il y a déjà plus de deux décennies, du marché chinois par Deng Xiaoping aux entreprises occidentales, l'espoir du monde économique belge de réaliser d'importantes marges bénéficiaires en Chine repose sur un mythe entretenu par les autorités chinoises elles-mêmes ;

AA. déplorant le fait que le gouvernement belge se laisse intimider par les pressions économiques exercées par les autorités de Pékin et qu'il renonce, par conséquent, à exercer des pressions économiques et politiques sur les autorités chinoises afin qu'elles respectent les droits de l'homme ;

AB. considérant que le régime de Pékin inonde le marché mondial de contrefaçons ;

AC. considérant que le commerce malhonnête avec la République populaire de Chine coûte des milliers d'emplois en Occident, également en Belgique ;

AD. considérant que, malgré l'attitude souple de la Belgique vis-à-vis de la République populaire de Chine au cours des dix dernières années, les violations des droits de l'homme en République populaire de Chine sont, selon Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme, de plus en plus nombreuses chaque année ;

AE. considérant que la faible pression politique exercée par la communauté internationale jusqu'à présent sur la République populaire de Chine n'a pas produit les effets escomptés ;

AF. convaincue que le gouvernement belge doit adopter une attitude plus stricte vis-à-vis de la République populaire de Chine en ce qui concerne les droits de l'homme et les droits civils ;

W. teleurgesteld over het gebrek aan initiatieven van de Belgische regering met betrekking tot de situatie van de mensenrechten in de Volksrepubliek China en over het gebrek aan Belgische steun aan dergelijke initiatieven op internationale fora;

X. teleurgesteld over het gebrek aan een coherent en efficiënt Belgisch beleid inzake de verdediging van de rechten van het Chinese volk en het bevorderen van een democratisch model in China;

Y. teleurgesteld over de weigering van de Belgische regering om tijdens de 54^e zitting van de V. N.-Commissie Mensenrechten geen resolutie over de situatie in China in te dienen of te steunen;

Z. gelet op het feit dat, sinds de openstelling van de Chinese markt door Deng Xiaoping voor Westerse bedrijven nu reeds meer dan twee decennia geleden, de hoop van de Belgische economische wereld op hoge winstmarges in China berust op een door de Chinese overheid zelf in stand gehouden mythe;

AA. teleurgesteld over het feit dat de Belgische regering zich toch laat intimideren door economische druk vanuit Beijing en derhalve verzaakt om politieke en economische druk uit te oefenen op de Chinese autoriteiten om de mensenrechten te respecteren;

AB. gelet op het feit dat het regime in Beijing de wereldmarkt overspoelt met namaakproducten;

AC. gelet op het feit dat de oneerlijke handel met de Volksrepubliek duizenden jobs kost in het Westen, ook in België;

AD. gelet op het feit dat, ondanks de zachte houding van België tegenover de Volksrepubliek China gedurende de laatste decennia, de schendingen van de mensenrechten in de Volksrepubliek China volgens Amnesty International en andere mensenrechtenorganisaties elk jaar toenemen;

AE. gelet op het feit dat de tot nu toe gevoerde zachte internationale politieke druk tegenover de Volksrepubliek China heeft gefaald;

AF. overtuigd dat de Belgische regering zich tegenover de Volksrepubliek China harder moet opstellen inzake de mensen- en burgerrechten;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL,

1. de soutenir activement les résolutions concernant la situation des droits de l'homme en République populaire de Chine qui seront soumises aux prochaines sessions de la Commission des droits de l'homme des Nations unies et d'inscrire lui-même cette question à l'ordre du jour de cette Commission;

2. de prendre l'initiative de soulever la question des violations des droits de l'homme en République populaire de Chine lors des prochaines sessions des Troisième et Quatrième Commissions de l'Assemblée générale des Nations unies;

3. de prendre au sein de l'UNESCO l'initiative de faire classer au patrimoine mondial le patrimoine historique chinois qui n'est pas encore détruit;

4. de demander aux autorités chinoises de respecter les droits de l'homme;

5. de demander aux autorités chinoises de respecter les droits et libertés civiles, et, en particulier, la liberté de réunion, d'expression, d'association, d'enseignement, la liberté religieuse, la liberté politique et la liberté de la presse;

6. de demander aux autorités chinoises de libérer sans délai tous les prisonniers politiques, religieux et sociaux;

7. de demander aux autorités chinoises de ne pas profiter de la campagne « Frappez fort » qui est actuellement menée contre la criminalité pour opprimer les dissidents, les minorités et les groupements religieux non officiels;

8. de demander aux autorités chinoises de fermer les *Laogai* ;

9. de demander aux autorités chinoises d'instaurer un moratoire sur la peine de mort ;

10. de demander aux autorités chinoises de ne plus poursuivre l'opposition et de lui donner la possibilité de s'organiser ;

11. de demander aux autorités chinoises d'autoriser les syndicats libres ;

12. de demander aux autorités chinoises de supprimer les travaux forcés ;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING,

1. de resoluties over de situatie van de mensenrechten in de Volksrepubliek China die in de komende zittingen van de Commissie voor de Rechten van de Mens van de V. N. zullen voorgelegd worden, actief te steunen en zelf deze kwestie op de agenda te plaatsen;

2. het initiatief te nemen om de kwestie van de schendingen van de mensenrechten in de Volksrepubliek China ter sprake te brengen op de volgende zittingen van de Derde en de Vierde Commissie van de Algemene Vergadering van de V. N.;

3. bij de U. N. E. S. C. O. het initiatief te nemen om het historische Chinese erfgoed dat nog niet vernietigd is, te laten beschermen als werelderfgoed;

4. de Chinese overheid te vragen de mensenrechten te respecteren;

5. de Chinese overheid te vragen de burgerrechten en -vrijheden en meer bepaald de vrijheid van vergadering, van meningsuiting, van vereniging, van onderwijs, de godsdienstvrijheid, de politieke vrijheid en de persvrijheid te respecteren;

6. de Chinese overheid te vragen alle politieke, religieuze en sociale gevangenen onverwijld vrij te laten;

7. de Chinese overheid te vragen de lopende Sla Hard Toe-campagne tegen de criminaliteit niet te misbruiken om dissidenten, minderheden en niet-officiële religieuze groeperingen te onderdrukken;

8. de Chinese overheid te vragen de *Laogai* te sluiten;

9. de Chinese overheid te vragen een moratorium in te stellen op de doodstraf;

10. de Chinese overheid te vragen de oppositie niet meer te vervolgen en de mogelijkheid te geven zich te organiseren;

11. de Chinese overheid te vragen vrije vakbonden toe te laten;

12. de Chinese overheid te vragen dwangarbeid af te schaffen;

13. de demander aux autorités chinoises de démanteler le secteur économique des produits de contrefaçon ;

14. de demander aux autorités chinoises de cesser la destruction du patrimoine historique du peuple chinois ;

15. d'instaurer un embargo commercial ciblé et un embargo politique à l'encontre de la République populaire de Chine, de ne plus y envoyer de missions officielles et de ne plus accueillir de missions en provenance de ce pays ;

16. de ne plus accorder de prêt d'État à État à la Chine ;

17. de boycotter sur tous les plans les Jeux olympiques qui se dérouleront à Pékin en 2008 et de demander au C.O.I.B. de ne pas mandater d'athlètes à Pékin, et ce aussi longtemps que le régime de Pékin n'aura pas répondu de manière satisfaisante aux demandes formulées par les autorités belges ;

18. de nouer des contacts avec l'opposition chinoise et de l'aider à s'organiser ;

19. de charger un ministre ou un secrétaire d'État de coordonner la politique belge menée sur le plan national et dans les enceintes multilatérales à l'égard de la République populaire de Chine ;

20. de tenter d'aligner les partenaires européens.

6 novembre 2003

13. de Chinese overheid te vragen de economische tak van de namaakproducten te ontmantelen;

14. de Chinese overheid te vragen de vernietiging van het historische erfgoed van het Chinese volk te stoppen;

15. een uitgewerkt handelsembargo en een politiek embargo in te stellen tegen, geen overheidsmissies meer te sturen naar en geen missies meer te ontvangen van de Volksrepubliek China;

16. geen leningen van staat tot staat meer te verstrekken aan China;

17. de Olympische Spelen van 2008 te Beijing op alle vlakken te boycotten en het B. O. I. C. te vragen geen Belgische atleten naar Beijing af te vaardigen, dit zolang het regime in Beijing niet bevredigend heeft geantwoord op de vragen van de Belgische overheid;

18. contacten aan te knopen met de Chinese oppositie en die te helpen zich te organiseren;

19. een minister of staatssecretaris te belasten met het coördineren van de Belgische politiek, zowel nationaal als op multilaterale fora, tegenover de Volksrepubliek China;

20. te trachten de EU-partners op dezelfde lijn te krijgen.

6 november 2003

Gerolf ANNEMANS (Vlaams Blok)
Hagen GOYVAERTS (Vlaams Blok)
Bert SCHOOFS (Vlaams Blok)
Francis VAN DEN EYNDE (Vlaams Blok)